

8 Société et Culture

Santé reproductive/ Échanges pluridisciplinaires à l'Université Omar Bongo (UOB)
"Pratiques et expériences des avortements au Gabon"

L.R.A.

Libreville/Gabon

Quelle est l'étendue réelle du phénomène? Quel processus empruntent les filles et les femmes pour pratiquer l'avortement? Telles sont, entre autres, les questions autour desquelles ont cogité des universitaires pour tenter de comprendre localement le phénomène de l'interruption volontaire de grossesse.

LE Département de recherche sur les dynamiques sociales (DRDS) de l'Université Omar Bongo, en collaboration avec le Groupe

de recherche et d'études sur le genre (GREG) ainsi que le Réseau d'Afrique centrale pour la santé reproductive des femmes au Gabon, Cameroun et Guinée Equatoriale (GCG), vient d'organiser une journée de réflexion autour du thème "Pratiques et expériences des avortements au Gabon". Les panélistes ont eu à cœur de démontrer à cette occasion, sur la base de leur travail de recherche, que l'avortement est une pratique de régulation des naissances observée chez les filles et femmes de tous les pays, quels que soient le niveau de développement, la politique concernant le planning familial et la légis-



Photo : L.R.A.

Une vue de l'assistance ayant pris part à la journée de réflexion sur les pratiques et expériences des avortements au Gabon.

lation en vigueur. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que près de 4,2 millions d'avortements à risque se sont produits en Afrique en l'an 2000. Au Gabon en particulier, les femmes avortent dans la clandestinité. Même si Ulysse Minkobame, gynécologue, et représentant la Société gabonaise de gynécologie-obstétrique, précise que le terme approprié n'est pas "avortement clandestin, mais à risque". Un jeu de mots qui masque timidement le mal. Tant les thématiques retenues pour édifier l'assistance étalent l'ampleur des dégâts, entre

complications de la pratique et décès. Les premières conférencières, Odile Bounyat et Arielle Ekan, respectivement psychologue et anthropologue, ont ainsi exposé sur "Les dimensions psychologiques et anthropologiques des motivations liées à l'avortement chez les jeunes femmes au Gabon". Les deux panélistes notent que le sexe est tabou en famille. D'où une absence de dialogue pour alerter les jeunes sur les dangers des jeux sexuels. Un déficit de communication qui entraîne des grossesses non voulues et le désir de s'en

débarrasser.

Pour ce qui est de la communication sur "Avortement et contraception en milieu urbain" assurée par Judith Doutsou, historienne, l'on découvre une interdiction légale de l'avortement, qui n'a jamais donné lieu à une quelconque interpellation, alors que chaque jour, des femmes meurent des suites de la pratique: « Autant on n'applique pas la législation, autant les femmes continuent d'avorter. »

De même, souligne-t-elle, il a fallu attendre l'année 2000 pour voir libéralisés les contraceptifs. « Dès lors,

face à l'inertie des textes juridiques, et en l'absence d'une réelle politique de diffusion de l'information contraceptive, ne faut-il pas sortir de la caducité des textes et créer un cadre juridique légal qui permettrait aux femmes de se faire avorter dans les conditions d'hygiène et de sécurité? », se demande-t-elle, précisant ne pas faire la promotion de l'avortement.

Autre conférencière, le Dr Aimée Patricia Ndembi Ndembi. Elle a instruit l'assistance sur "Itinéraires thérapeutiques des femmes et des adolescentes face à l'accès aux soins après l'avortement à Lambaréné et ses environs."

Pour Georges Moussavou, chef du DRDS, cette journée servait de base pour envisager l'organisation d'un colloque l'année prochaine sur cette thématique, en conviant leurs collègues de l'extérieur pour échanger, de façon pluridisciplinaire, sur cette question des avortements. Un mini-rapport sera, en outre, rédigé. Il est destiné aux partenaires internationaux engagés dans l'analyse et la compréhension de ce phénomène.

Chronique littéraire

Ken Bugul, un baobab enchanteur à Libreville

UOB, hier. Dans une salle du département de Littératures Africaines qui affiche complet, une grande plume du continent noir est à l'honneur : Ken Bugul. La présente-t-on encore? En son temps, nous l'avions déjà fait ici, dans un programme que nous consacrons aux auteurs « hors normes » par leurs oeuvres ou par leurs trajectoires. Mais la voir de près, en chair et en os, et l'entendre sur ses ouvrages et quantité d'autres sujets, c'est autre chose. Imaginons une dame qui ne fait pas son âge, plutôt grande, noire, fine, taillée dans une robe blanche simple, un foulard rouge sur la tête et une écharpe pourpre qui ne tient pas toujours en place, tant la gestuelle de sa propriétaire est entraînée, et vous avez Ken Bugul en personne. L'événement était annoncé depuis un moment déjà. La veille même, l'Institut français - à qui nous devons sa présence à Libreville - jouait l'acte I de cette rencontre en deux épisodes prévue sur deux sites.

Le verbe impeccable et la touche d'humour permanente, on sent tout de suite la grande lectrice et la femme curieuse de tout chez Ken Bugul. A côté d'elle sur la tribune, le Pr Achille Manfoumbi-Mvé l'aide à battre la mesure. Ce spécialiste de la littérature féminine francophone est dans son élément. L'échange auquel le public - beaucoup d'étudiants et près d'une vingtaine d'enseignants - assiste porte sur l'amour, les femmes, les hommes d'ici et d'ailleurs, l'écriture. Dans ses réponses souvent fleuves mais combien riches d'informations et d'expériences, Ken Bugul assène des vérités qui peuvent détoner : « Les hommes, je les préfère comme amants et non comme époux. » Plus loin : « C'est l'individu qui m'intéresse, pas le nous ». Elle réprovoque l'idée du couple comme fusion, mais le conçoit comme une juxtaposition de deux entités autonomes qui doivent se voir comme deux êtres à part entière et s'assumer comme tel.

C'est que Ken Bugul est vraie, et dit toujours assumer. « Ce n'est pas une question d'honneur, mais de courage. Il faut avoir le courage de décider et d'assumer ensuite », lance-t-elle. Les rapports hommes-femmes problématiques traversant bien souvent ses romans, elle embraye sur son exemple et souligne qu'un seul type d'homme peut toujours lui plaire, celui qui parvient à remplir ses deux conditions sine qua non : qu'il ait une passion absorbante (pour son épanouissement personnel autrement que par la présence envahissante de sa partenaire) et qu'il possède un moyen de transport (un vélo, un bateau, un véhicule..., pour pouvoir partir à tout moment). Les questions venues du public - d'abord les enseignants puis les étudiants - lui ont permis de préciser ou de révéler certaines choses : « J'ai écrit jusqu'ici en amateur. Maintenant je vais le faire en écrivain engagé » ; « Je réfléchis à un sujet six mois avant de me mettre à écrire » ; « Je suis très impliquée dans la lutte pour la préservation de l'environnement, le climat, les forêts », entre autres. Au terme de ces questions-réponses qui en appelaient d'autres tant l'instant était enchanteur, Lucien Ditougou et le Pr Pierre-Claver Mongui, autres maîtres d'oeuvre de cette rencontre et respectivement directeurs des départements de Littératures Africaines et de Lettres Modernes, au nom de tous leurs collègues et des étudiants, ont remis des présents à l'hôte du jour. Une fierté pour cette dernière qui, émue et touchée par tant d'attention, a exprimé aux uns et aux autres sa profonde gratitude, confirmant ainsi son mot qui, personnellement, nous aura le plus frappé : « J'adore le Gabon, c'est vert ! »

Vie des associations/Point-presse du Mouvement national des chômeurs du Gabon

Il suggère la mise en place de l'allocation chômage



Photo : Abel Eyeghe

AEE

Libreville/Gabon

LES membres du Mouvement national des chômeurs du Gabon ont réuni la presse, mercredi dernier, à l'auditorium de la maison Georges Rawiri, pour exprimer leur désarroi quant à la non-prise en compte de leur situation dans les politiques sociales de notre pays.

Cette catégorie sociale dit constater que les débats politiques actuels s'éloignent de plus en plus de l'intérêt réel des chômeurs, et semblent ignorer leurs conditions de vie au quotidien, a indiqué leur porte-parole, Olivia Nnomengone Ella. Qui souhaite que les politiques se penchent beaucoup plus sur leurs problèmes. « Nous interpel-

lons le gouvernement sur l'urgence d'agir dans le sens de la création d'emplois. L'impact des mesures de relance économique, notamment celles du Conseil des ministres du 21 juin 2018, interdisant le recrutement à la Fonction publique, l'organisation des concours...est très douloureux pour le chômeur gabonais et nécessite la mise en place des mesures d'accompagnement plus probantes et rassurantes. Ces mesures affectent rudement nos projets de vie », a-t-elle indiqué. Et poursuit : « D'ailleurs, nous estimons qu'au-delà du caractère juridique de sa décision, la Cour constitutionnelle, en les invalidant, à la suite de la requête formulée par Dynamique unitaire, en octobre dernier, a fait montre de solidarité citoyenne à l'endroit des chômeurs,

Le bureau du Mouvement national des chômeurs, lors de sa déclaration lue à la maison Georges-Rawiri.

l'une des catégories sociales les plus faibles de notre société. Nous en profitons ici pour dire toute notre reconnaissance et notre gratitude à la Haute juridiction pour cette solidarité. Aussi, suggère-t-elle la

mise en place d'une allocation chômage pour les sans-emploi par le gouvernement, ou alors surseoir à ces mesures, afin que puissent reprendre les recrutements et les concours à la Fonction publique. Ce qui peut participer, de manière significative, à diminuer le chômage des jeunes diplômés.

